

Estonie : accord de gouvernement et premiers attermoissements

Description

Pouvant se targuer d'être désormais le seul pays au monde doté d'une Présidente de la République (Kersti Kaljulaid depuis 2016) et d'une Première ministre (Kaja Kallas, leader du parti de la Reforme), l'Estonie a trouvé un accord de gouvernement le 24 janvier 2021, ouvrant la voie à une nouvelle coalition gouvernementale composée du parti de la Reforme et du parti du Centre. Le 13 janvier, Jüri Ratas (parti du Centre) avait présenté sa démission de chef du gouvernement pour cause d'accusation de corruptions touchant une personnalité importante de son parti. Cette opération a permis l'éviction du parti d'extrême droite EKRE, qui apparaissait de plus en plus problématique, au sein de la coalition tripartite, pour l'image du pays.

Kaja Kallas a exprimé son souhait de ne pas mettre en cause les grands projets d'infrastructures, dont la ligne de chemin de fer Rail Baltica, mais aussi le plus improbable tunnel sous-marin qui pourrait à terme relier Tallinn à Helsinki. La nouvelle coalition a également décidé de ne pas revenir sur l'exemption totale d'impôt sur les bénéfices investis des sociétés (qui s'applique également aux succursales estoniennes d'entreprises internationales).

En revanche, le parti de la Reforme et le parti du Centre ont échoué à trouver un accord sur la question de la citoyenneté. Les amendements envisagés à la loi sur les étrangers ne seront pas mis en œuvre : la Première ministre a bien noté que les deux formations s'accordaient sur la nécessité d'accroître le nombre de citoyens estoniens mais reconnu qu'elles différaient quant à la stratégie à mettre en œuvre. Le nouveau gouvernement ne reviendra pas dans l'immédiat sur la législation qui acte de quotas annuels de main-d'œuvre étrangère saisonnière, si nécessaire à l'activité économique de l'Estonie mais dont le nombre est chaque année jugé trop faible. Le parti de la Reforme serait favorable à un certain assouplissement (qui pourrait toucher notamment les travailleurs agricoles ukrainiens) mais maintient un principe de préférence nationale.

Malgré la crise économique liée à la crise sanitaire, le nouveau gouvernement entend maintenir son engagement sécuritaire qui amène à consacrer 2% de son budget à la défense.

À

Sources : Postimees, The Baltic Times, Invest in Estonia.

date créée

25/01/2021

Champs de Mét

Auteur-article : Céline Bayou